

CARDEX	✓
VOCES	
B. 1997	
OK	

Pages 289 à 604

- 289 **1. Le contrôle du Conseil constitutionnel sur les lois financières**
par François Luchaire
- 323 **2. La protection juridique de la langue française**
par Jean-Yves Faberon
- 343 **3. République fédérale d'Allemagne : la jurisprudence constitutionnelle en 1994 et 1995**
par Michel Fromont
- 387 **4. La réforme du système politique israélien et les élections générales du 29 mai 1996**
par Jean-Jacques Urvoas
- 427 **5. Les révisions du Règlement de l'Assemblée nationale de mars 1994 et d'octobre 1995 ou le constat d'une certaine récurrence**
par Maryse Brimont-Mackowiak
- 457 **6. Le droit à la santé dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel**
par Virginie Saint-James
- 487 **7. La mise à disposition et la modernisation administrative**
par François Fawzat Farhat
- 519 **8. La notion de préjudice en droit administratif français**
par Isabelle Poirot-Mazères
- 567 **9. Notes de jurisprudence**
Fonction publique. L'application de l'article 432-13 du Code pénal sur la prise illégale d'intérêts (CE, Ass., 6 décembre 1996, Société Lambda).
par Jean-Marie Auby
Inscriptions de jeunes Français résidants à l'étranger dans les écoles françaises (TA Lille, 16 décembre 1994, M. X... c/ Commune de Toufflers, Recteur d'Académie de Lille, Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord).
par Gilles Fievet
- 591 **10. Conclusions des commissaires du gouvernement**
Élections municipales. Irrégularités de nature à entraîner l'annulation du scrutin. Diffusions sur France-Info après les délais impartis, fausses informations sur les soutiens, déséquilibre du traitement des candidats dans les journaux télévisés. Méconnaissance par les chaînes de télévision de leur obligation d'impartialité (CE, 18 décembre 1996, Élections municipales de Vitrolles).
Conclusions de M. Touvet

REVUE DU
**DROIT
PUBLIC**

ET DE LA SCIENCE POLITIQUE
EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

JACQUES ROBERT
JEAN-MARIE AUBY

Conseil constitutionnel et lois financières.

Langue française.

Règlement de l'Assemblée nationale.

Droit à la Santé.

*Mise à disposition
et modernisation administrative.*

Notion de préjudice.

République fédérale d'Allemagne.

Israël.

Jurisprudence administrative.

R.D.P.

2 - 1997

L·G·D·J